



LA MARINE INDONESIENNE DE L'ÈRE JOKOWI : DEFIS, MOYENS ET PERSPECTIVES

Plus grand État archipélagique au monde, l'Indonésie est constituée de plus de 17 000 îles, possède environ 300 000 km² de mer territoriale et 2,7 millions de km² de zone économique exclusive. Ce vaste domaine représente un potentiel économique et stratégique considérable pour Jakarta, faisant de sa protection une priorité depuis près d'une décennie.

LE FORT POTENTIEL DE L'ESPACE MARITIME INDONESIEN

Les eaux intérieures et territoriales de l'archipel indonésien, mais aussi les ressources qu'elles contiennent, sont d'une importance capitale pour la préservation des intérêts du pays. Le secteur de la pêche fournit en effet chaque année plus de 4,5 millions de tonnes de poisson et garantit un emploi direct à plus de 6 millions de personnes.

Cette ressource halieutique joue aussi un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire du pays, le quatrième plus peuplé de la planète avec environ 250 millions d'habitants. L'étendue de sa zone économique exclusive (ZEE) fait d'ailleurs bénéficier le pays de ressources naturelles comme le pétrole et le gaz, tout en lui permettant de contrôler des routes maritimes parmi les plus fréquentées au monde.

Ces intérêts multiples expliquent ainsi la volonté du gouvernement indonésien à protéger et exploiter ce potentiel maritime. Pour ce faire, le président Joko Widodo (surnommé « Jokowi »), alors nouvellement élu, a officiellement annoncé en 2014 la mise en œuvre du *Global Maritime Fulcrum* (GMF), lors du neuvième sommet de l'Asie orientale. L'idée d'un tel plan était évoquée depuis la naissance de l'État indonésien, il y a 75 ans, mais la nouvelle administration lui a donné une impulsion décisive. Le plan de développement à moyen terme de la présidence indonésienne définit le GMF comme « une vision qui ambitionne de faire de l'Indonésie un pays souverain, avancé, indépendant, fort et capable d'apporter une contribution positive à la sécurité et à la paix dans la région ainsi qu'au monde, alignée sur l'intérêt national. »

Le GMF doit ainsi permettre de construire ou reconstruire « l'économie bleue » de l'Indonésie en se basant sur cinq piliers : le (re)développement de la culture maritime traditionnelle de l'archipel (historiquement dominé par des thalassocraties marchandes), le développement des infrastructures maritimes (et notamment des ports) et de la « connectivité » du pays, la préservation et la gestion intelligente des ressources maritimes, l'élimination des conflits maritimes régionaux par la coopération et la diplomatie et, enfin, le développement d'une véritable force de défense maritime.

Ce dernier pilier est d'une importance capitale tant le territoire maritime de l'Indonésie recèle de problèmes et de défis, pouvant menacer la bonne réalisation des autres

objectifs du GMF et donc les intérêts du pays tout entier. Des défis pour lesquels la marine indonésienne (*Tentara Nasional Indonesia Angkatan Laut*, TNI-AL) n'a pas encore réellement les moyens de faire face de manière véritablement efficace.

LA NECESSITE D'UNE MARINE LITTORALE

L'archipel indonésien a une longue tradition de piraterie, renforcée par la crise économique des années 90, qui a conduit de nombreux indonésiens à se tourner vers cette activité lucrative. Ainsi, en 2004, un tiers des attaques de pirates dans le monde avaient lieu dans les eaux indonésiennes. Les zones de piraterie significatives coïncident avec les goulots d'étranglement des voies commerciales maritimes, mais aussi avec les lieux où la délimitation précise des frontières maritimes pose encore problème. C'est notamment le cas pour certaines parties du détroit de Malacca, pour les îles Riau au large de Singapour, pour le sud de la mer de Chine méridionale ou encore pour la mer de Sulu et la mer des Célèbes, dont la souveraineté est partagée entre Jakarta et ses voisins malaisien et philippin.

La menace que fait peser la piraterie sur le GMF ne suffit cependant pas à expliquer le développement de la marine indonésienne. Les disputes territoriales maritimes qui opposent Jakarta à ses voisins, mais aussi le réarmement général de l'Asie du Sud-Est qu'alimentent les ambitions de Pékin, jouent un rôle prépondérant dans la montée en puissance de la TNI-AL. Afin de protéger la souveraineté du pays, celle-ci doit donc devenir une marine littorale digne de ce nom.

Créée dès 1945, la marine indonésienne a été victime durant les cinquante dernières années des politiques de sécurité, favorisant les forces terrestres. Les menaces internes, comme le séparatisme ou l'agitation politique et idéologique, étaient en effet considérées comme prioritaires.

En conséquence, au début des années 2010 la TNI-AL disposait d'une flotte majoritairement composée de petits patrouilleurs, peu armés et techniquement dépassés. Ces navires obsolètes, dont certains ont plus de 50 ans, étaient ainsi à peine suffisants pour assurer les missions de lutte anti-piraterie. En 2014, au moment du lancement du GMF,



la marine indonésienne n'avait donc clairement pas les moyens matériels de soutenir l'ambitieux projet.

LES CHANGEMENTS DE L'ÈRE JOKOWI

Depuis lors, le gouvernement indonésien a engagé une réorganisation de sa marine, ainsi qu'un ambitieux programme de modernisation de ses équipements navals.

Cette modernisation a commencé tout d'abord par l'acquisition de bâtiments de plus gros tonnage, modernes et mieux armés. Les plans d'acquisition de la marine indonésienne prévoient ainsi la construction domestique ou l'achat de destroyers lance-missiles, de sous-marins d'attaque, de navires d'attaque rapides équipés de missiles et de torpilles, mais aussi de dragueurs de mines. Le *Korps Marinir*, corps des fusiliers marins rattaché à la TNI-AL, doit quant à lui voir ses effectifs être augmentés et ses bases relocalisées à travers le pays. Les acquisitions de nouveaux bâtiments devraient se faire par le biais d'importations ou de coopérations avec des partenaires étrangers, notamment avec d'autres pays de l'Asie-Pacifique. Ainsi, en 2015, les gouvernements indonésien et japonais ont établi les bases d'un partenariat de défense, en s'accordant sur le transfert de matériel militaire fabriqué au Japon ainsi que sur une « recherche et une production communes » entre les industries de défense des deux pays.

Pour l'entraînement de ses équipages, Jakarta met aussi l'accent sur la coopération régionale, en privilégiant les exercices multilatéraux avec ses voisins. Ainsi, en 2017, la marine indonésienne a procédé à des patrouilles maritimes avec l'Australie dans le cadre de l'*Australia-Indonesia Coordinated Patrol*. En 2018, ce sont avec les forces

navales singapouriennes que les marins indonésiens ont participé à l'exercice *EAGLE INDOPURA*, au large de la base navale de Changi, à Singapour.

Du point de vue de l'organisation, les navires de la TNI-AL sont répartis en trois flottes principales : occidentale, centrale et orientale, chacune ayant la responsabilité de plusieurs bases navales. Conçu sous la dictature comme un moyen de maintenir la domination de l'île centrale de Java sur les îles périphériques, ce système était devenu inadapté pour défendre le pays contre une agression extérieure. La marine a donc adopté une nouvelle stratégie consistant à donner plus d'autonomie à ses flottes, en décentralisant leur commandement dans les îles périphériques potentiellement les plus menacées par une agression. Dans ce but, la décision symbolique de déplacer le quartier général de la première flotte de Jakarta aux îles Natuna (dans le sud de la mer de Chine méridionale) a été prise en 2020. Pékin revendique en effet des droits historiques sur certaines parties de la ZEE de ces îles.

Bien que récent, cet effort de développement et de modernisation de la marine voulu par le président Joko Widodo est bien engagé. Il va de pair avec la mise en place du GMF de manière globale, la croissance économique stable permettant un effort continu. Cependant, si la croissance venait à faiblir, notamment en raison de la crise sanitaire, le processus pourrait s'en trouver ralenti.

Aux yeux de certains observateurs enfin, cette montée en puissance des forces navales indonésiennes – bien que présentée comme purement défensive – est un message adressé aux autres États de la région. Ce serait notamment le cas pour la Chine, où les enjeux maritimes sont particulièrement sensibles.

